

STOP !

Nos lecteurs excuseront ce bref anglicisme, qui choquera les vestales de la francophonie. Il épargne un mot français à peine plus long, lancé jadis à la face des Anglais par le chef de la Garde impériale.

Y'en a marre de former avec l'argent de notre générosité collective - l'Aide publique au développement - des Gardes républicaines ou présidentielles, ou des forces anti-subversives¹ qui poussent au crime les dictatures, martyrisent les populations et, en prime, dégradent l'image de la France.

Y'en a marre de la dérive mafieuse des relations franco-africaines. N'en reprenons pas pour 7 ans !

Lors de la Conférence nationale tchadienne, une déléguée interpella un macho (entre "parrain" et seigneur de la guerre) : « Toi, tu crois peut-être que la politique se fait dans la nuit, au niveau des testicules. Non, mon ami, lui dit-elle en désignant sa tête, ça se fait le jour, et ici² ». Puisque « la femme est l'avenir de l'homme », écoutons, en une période éminemment politique, la pudique invitation de cette femme de tête : moins de confusion françafricaine, un peu plus de raison et de respect entre la France et l'Afrique, ne feraient de mal à personne. Plutôt du bien.

1. Au Rwanda, Togo, Tchad, Soudan, en Guinée équatoriale, aux Comores...

2. D'après Robert Buijtenhuijs, *La Conférence nationale souveraine du Tchad*, Karthala, 1993, p. 117-118.

SALVES

Révolution copernicienne ?

Le ministre de la Coopération Bernard Debré a annoncé le 12 janvier « une transformation complète de notre politique envers le Rwanda ». La (modeste) coopération civile est débloquée. Simple "chef d'antenne" à Kigali, Jacques Courbin y tempérait habilement les fièvres gauloises. Il est nommé ambassadeur : une salve ! Et merci aux pressions européennes.

La modération diplomatique aurait-elle exorcisé les démons de la Françafrrique ? Selon Bernard Debré, « l'idée est d'avoir une politique lisible au Rwanda ». Pour tous ceux qui, à travers le monde, n'y comprenaient mot, cela peut vouloir dire deux choses : ils ne savaient pas lire le message de la France éternelle - et il faut d'urgence repenser nos méthodes d'alphabetisation ; ou bien ce français-là était si peu châtié qu'il en était illisible. Conclure à la nécessité d'un renversement de perspective serait alors une claire et grande idée, digne de Descartes et Copernic (*Libération*, 13/01/1995).

Bernard Debré a exposé au *Monde* (29/12/1994) quelques autres idées, simples. Les difficultés du Rwanda viennent de ce que « le gouvernement de Kigali est un gouvernement de Tutsis anglophones venant de l'Ouganda ». Or l'on compte 14 Hutus sur 22 ministres. Les 22 ont la même langue maternelle : le kinyarwanda. 18 ont comme seconde langue le français, et 4 seulement l'anglais - appris lors de leur exil en Ouganda. Le ministre urologue a un problème de calcul.

À propos de la situation des camps de réfugiés au Zaïre, il observe : « simplement, quand Médecins sans frontières se fait tirer au coin du bois, ils s'en vont ». Son confrère Philippe Biberson, président de MSF, juge ces propos « méprisants ». Il écrit au ministre, le 2 janvier : « nous n'avons jamais demandé de protection pour nous-mêmes, mais pour les réfugiés qui subissent chaque jour davantage un régime de terreur imposé par leurs leaders ». Le départ de MSF correspond au refus de cautionner le « processus d'extermination sur base ethnique et politique qui s'est déroulé dans les camps [...] et qui se poursuit aujourd'hui ».

Bernard Debré affirme encore, à la face du *Monde* : « Il n'est pas dans mes idées d'aider à restructurer l'armée, la police ou la gendarmerie dans les États africains qui ne sont pas des États de droit ». Or, au Tchad, la "garde républicaine" est une "grande compagnie" moyenâgeuse, composée exclusivement de membres de la tribu du président Déby. « Sous prétexte de réorganiser l'armée, la France équipe (véhicules tous terrains, fusils,...) et entraîne cette garde. Des instructeurs français les encadrent ». (T. Kalande, *Non-Violence Actualité*, 11/1994).

Si Bernard Debré a décidé de mettre en place un « Comité des sages », ce n'est pas pour qu'ils l'aident à calculer, mesurer ou vérifier ses propos - marqués au coin de la simplicité : c'est pour rebaliser, avant la présidentielle, « le champ et les moyens du ministère de la Coopération ». En réalité, hors le village françafricain, la plupart des acteurs français des relations avec l'Afrique demandent la fin de ce ministère post-colonial : ils préféreraient les règles de la diplomatie à une trop simple familiarité.

Lettre du Tchad

Billets a reçu de N'Djaména le courrier suivant : « Le processus démocratique est en train d'être bel et bien confisqué, dans le silence quasi absolu. Un système de fraude minutieusement préparé a été mis en place par le pouvoir. Le Tchad risque l'implosion à court terme. [...] Nous nous sommes tournés vers la communauté internationale pour qu'elle se prononce sur la question suivante : reconnaîtra-t-elle un régime issu d'élections frauduleuses ? Des communiqués ont été déposés dans les représentations diplomatiques, dont les pays et organisations se sont impliqués dans le processus démocratique tchadien : le PNUD, les USA, la France, qui a une base militaire sur le territoire tchadien. Il faut que la communauté internationale donne une réponse claire, sans équivoque, publique ». (06/01/1995)

Mais l'équivoque est la caractéristique majeure d'une politique africaine décérébrée. Citons à nouveau Tibe Kalande, président de Tchad Non-Violence (qui accomplit un exceptionnel travail de "déménagement" civique) : « Aujourd'hui, [la France] soutient d'un côté le processus démocratique, et, de l'autre, elle forme la garde républicaine qui est en fait l'auteur de tous les massacres qui ont lieu au Tchad. Cette ambiguïté choque les Tchadiens [et quelques Français...]. [...] La France joue un double jeu ».

Lettre funèbre

La *Lettre du Sud* du 16 janvier (sous-titre : *Révélations hebdomadaires sur l'Afrique et le Moyen-Orient*) publie un document qualifié d' « explosif », une note confidentielle d'André Louis, vice-Président de l'Internationale démocrate-chrétienne (IDC), datée du 13 avril 1994 : *Rwanda - La stratégie du FPR*. *Billets* disposait de ce texte depuis plusieurs mois : il n'apprend rien d'autre que la phobie anti-FPR de quelques apparatchiks démocrates-chrétiens, amis de saint Juvénal Habyarimana.

Nous avons évoqué dans notre n° 18, à propos d'un éditorial surréaliste d'Alexandre Adler, l'incroyable conjonction de sympathies qu'a su s'attirer le *Hutu power* : dans toutes les franges du catholicisme (*Opus Dei*, charismatiques, JOC et ONG belges, ordres missionnaires), à l'IDC, chez les "anciens combattants" flamands de la révolution anti-francophone, chez les Français voltairiens, les nostalgiques de 1789, de Fachoda, ou de la guerre d'Indochine,... Dans le même temps, on reprochait tout ensemble, au président ougandais Museveni et au FPR, leur « marxisme » et leur américanophilie ! Rappelons que Kagame a été formé à West Point, et que Museveni a fréquenté l'IDC... Depuis la chute du mur de Berlin, la géopolitique ressemble à une vache folle.

Ce n'est pas une révélation - pas plus que le regain des pulsions théocratiques. Il est plus intéressant de relever la présentation que fait *Lettre du Sud* de ce « document ». Sous le titre : « *Comment le FPR a gagné la guerre, le pouvoir et la sympathie de l'Occident...* », le rédacteur de la *Lettre*, Sennen Andriamirado, attribue à la note du 13 avril « une valeur historique, puisque les événements se sont déroulés exactement comme ils avaient été prévus et décrits ». Et de surligner en gras le début de ce passage d'André Louis : « *Il existe en Occident toute une galaxie d'ONG, de journaux, de journalistes - non nécessairement marxistes - conditionnés à réagir dans un sens donné à un certain nombre de thèmes positifs et négatifs connus : droits de l'homme, dictature, oppression, libération, etc. Il n'est pas, à vrai dire, difficile de mobiliser ces réseaux, à condition, bien sûr, de présenter sa cause sous l'angle adéquat et d'investir dans cette opération de relations publiques l'argent nécessaire* ». Bref, on aurait acheté - au mieux par les sentiments - tous les journalistes qui ont dénoncé l'engrenage du *Hutu power* vers le génocide.

Huchon (cf. *Billets* n° 17) et Andriamirado, même combat ! Mais l'ancien rédacteur en chef de *Jeune Afrique* est un professionnel...

Tirs croisés

La pyrotechnie mobilise. Après Lacroix, le n° 1 Ruggieri attaque Agir ici en « dénigrement », pour avoir invité les municipalités à s'assurer que ces fournisseurs festifs ne fabriquaient pas aussi des mines antipersonnel. Ruggieri s'en offusque, tout en vantant ses munitions Capiro, d'« une efficacité terminale supérieure aux mines antipersonnel ». Cette salve procédurière (avec demande de gros dédommagements) vise à dissuader toute velléité d'interrogation civique. Les juges surmonteront-ils le complexe ludico-militaro-industriel, où Matra-Hachette joue totem et tabou ?

À FLEUR DE PRESSE

SOUDAN

Libération, La France aux petits soins pour la junte islamiste au Soudan, 12/01/1995 (Stephen SMITH) : « La France continue de soutenir la junte islamique au pouvoir à Khartoum, dont elle a réorganisé et rééquipé les services secrets et dont l'armée, grâce à l'entremise de Paris, s'apprête à lancer une grande offensive contre les rebelles du Sud-Soudan depuis le Zaïre voisin. Selon une source militaire, "près de 3 000 soldats gouvernementaux" auraient été acheminés dans le nord-est du Zaïre depuis que la France a obtenu, du maréchal-président Mobutu, un droit de passage pour l'armée soudanaise. En même temps, la collaboration entre les services français et soudanais s'est activement poursuivie depuis la "livraison" par Khartoum, il y a cinq mois, du terroriste présumé Carlos. À l'époque, le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, affirmait n'avoir "rien donné en échange".

Vendredi 23 décembre, à l'aéroport de Roissy, parmi les voyageurs attendant le vol Sudan Airways pour Khartoum [...], figure le numéro trois de la sécurité extérieure soudanaise, "M. Hassabalah", obligamment raccompagné par un agent - corse - de la DST, "M. Bercanti". Ainsi se poursuivent les passages, réguliers, de hauts responsables des services secrets soudanais à Paris.

De son côté, la DST française est plus que jamais présente au Soudan, au point d'y avoir "inspiré" la réorganisation de l'ancienne Sécurité générale, désormais plus nettement divisée en Sécurité extérieure et intérieure. De sources recoupées à Paris, la France a livré à la Sécurité extérieure soudanaise, chapeautée par Ahmed Nafi et le général Hachim Abou Saïd, du "matériel de communication et, notamment, d'écoutes téléphoniques". [...]

Menacé d'expulsion par le FMI, [...] le Soudan [lui] soumet aujourd'hui [...] une "lettre de propositions" [...]. La France, parmi d'autres pays, soutient cette tentative de normalisation. [...] [Menant] une troïka européenne, [elle] négocie la normalisation des relations diplomatiques entre Bruxelles et Khartoum [...].

Depuis trente mois, selon des sources humanitaires, quelque 750 000 sudistes réfugiés dans la "ceinture de misère" autour de Khartoum ont été déportés dans des "camps de réinstallation" éloignés de la capitale, souvent privés d'infrastructures élémentaires et où le taux de malnutrition serait "ahurissant". [...] Au nom de "ses intérêts dans la région", notamment au Tchad, la France n'en continue pas moins de soutenir - selon l'expression de Charles Pasqua - "un régime islamiste pur et dur", [qui vient de recéder aux islamistes algériens un lot d'armes iraniennes]. »

[Dans *Le Monde* du 22/01/1995, Jean Hélène, qui s'était illustré, le 18 juin dernier, par un long article sur les armes « qui rendent possibles les massacres » (celles du FPR, évidemment, car il n'y avait au Rwanda ni Garde présidentielle, ni milices porteuses de machettes...), nous explique que « tout cela relève de la rumeur et de la spéculation » - alors que les échanges entre "services" français et soudanais justifieraient presque, à eux seuls, l'achat de nouveaux Airbus sur la ligne Paris-Khartoum ! À signaler la synthèse très documentée, France-Soudan : les liaisons dangereuses, dans *Maintenant* du 25/01/1995].

Le Monde. Le FMI reprend sa coopération avec Khartoum, 22/01/1995 (J.-Pierre TUQUOI) : « Le Soudan redevient fréquentable aux yeux des institutions financières internationales. [...] Khartoum n'est plus considéré comme un pestiféré. [...] La coopération reprend. En décembre, le Fonds a accepté un rééchelonnement de sa dette. [...] La semaine dernière, à l'issue de négociations à Washington, une nouvelle étape a été franchie avec le feu vert du FMI pour reprendre son assistance technique au Soudan. [...]

Cette année, la hausse des prix sera voisine de 60 %. Les plus démunis seront les premiers à en souffrir. Mais le président s'est d'avance justifié : *"Nous ne pouvons pas faire en sorte que les gens vivent dans des conditions égales, a-t-il dit, car l'inégalité, c'est la volonté de Dieu"* ».

[Alors que ses exactions sont simultanément étalées, en ce mois de janvier, par Amnesty et Médecins sans frontières, le régime soudanais est réhabilité par les institutions de Bretton Woods - autant dire de cette « communauté internationale » qui, en 1994, a prouvé au Rwanda sa réactivité au génocide. Rassurons les cyniques : si le FMI et la Banque mondiale avaient rompu, c'est d'abord pour des problèmes d'arriérés. De même que ce n'est pas uniquement par philanthropie que les États-Unis soutiennent l'APLS de John Garang. Mais les atroces images du Sud-Soudan avaient impressionné l'opinion des pays anglo-saxons (beaucoup plus qu'en France) : cela avait incité leurs gouvernements (et le Parlement européen) à mettre le régime de Khartoum en quarantaine, et les institutions financières à ne pas faire de zèle. La France luttait à contre-courant.

Son action diplomatique insistante ne suffit pas à expliquer le revirement général - que ne justifie aucune mutation du régime intégriste. Il correspond aussi au glissement des positions américaines, par exemple, vis-à-vis de la Chine ou des Serbes de Bosnie : les sanctions paraissent intenable, le « commerce » est préférable, et personne n'est infréquentable.

Il semblait pourtant acquis depuis un demi-siècle qu'au moins un régime n'avait pas été fréquentable - le fascisme hitlérien -, et que Chamberlain ou Daladier avaient eu tort de succomber à ses sirènes. À l'heure où l'on commémore la libération du camp d'Auschwitz, on a l'impression qu'est désormais prônée l'universelle collaboration. Et si le fascisme soudanais était inacceptable, si cet intégrisme connoté de mépris raciste devait être boycotté sans complexe ? Si le retour à l'esclavage et à l'Inquisition était un chemin que l'humanité devait refuser ?].

BURUNDI

Libération. Dans un maquis hutu du Burundi, 19/01/1995 (Jean-Philippe CEPPI) : « Le quartier *[de Kamenge]* n'échappe pas à la fureur ethnique qui ravage le Burundi. Ici, près de 700 maisons de Tutsis ont été brûlées depuis octobre 1993. [...] La bière et la marijuana ravagent une jeunesse sans avenir, [...] travaillée par le Palipehutu, le parti extrémiste hutu. Quelques *interahamwe* responsables des massacres du Rwanda ont rejoint ses rangs.

La guerre de Kamenge a gagné le reste de Bujumbura, et les jeunes Tutsis, eux aussi, sont organisés en bandes dans leurs quartiers, [...] *[où]* règne la loi des "Sans-Échec" et des "Sans-Défaite". Les Hutus en ont été chassés à coups de couteau ou de bambous aiguisés, sous les yeux de l'armée souvent complice. [...] « *Avant octobre 1993, on était tous potes*, se plaint Jeannot *[un "Sans-Défaite"]*, *on se battait pour des filles, on se foutait de savoir qui était hutu ou tutsi. Et puis, la politique est arrivée, le fric, les armes* ». [...] « *Au début, en 1993, les jeunes Tutsis ont été payés par des hommes d'affaires et des politiciens, et encadrés par l'armée, pour terroriser les Hutus*, raconte Eugène, qui les a longtemps côtoyés. *Aujourd'hui, c'est une machine incontrôlable, qui tue, viole, pille. Mais il est faux de leur mettre tout sur le dos. Quand Bujumbura explose, tout le monde tue* ».

Info-Burundi (Montréal, 20/12/1994) décrit la même situation d'insécurité, provoquée par « trois forces militaires ou paramilitaires » : « d'abord, des milices armées à la solde de responsables politiques et militaires, qui s'attaquent à la population civile Hutu des banlieues et des collines ; ensuite, des groupes rebelles Hutu décidés d'en découdre avec l'armée qu'ils accusent d'être mono-ethnique et hostile aux Hutu ; enfin, l'armée qui n'hésite pas à dévaliser des villages entiers à la poursuite de présumés assaillants et de leurs sympathisants. [...] Le pays vit une guerre non déclarée. Jamais le Burundi n'avait connu un tel apartheid ethnique. [...] Pour limiter les dégâts, le Président de la République réclame le déploiement d'un grand nombre d'observateurs civils de l'ONU plutôt qu'une force de maintien de la paix ».

Komera, Au Burundi, la presse tue..., 01/1995 (Jean-François BARNABÉ) : « À bien des égards, le Burundi apparaît comme le "pays frère du Rwanda", avec les mêmes "médiats de la haine" qui risquent à tout moment de faire basculer le pays dans les mêmes horreurs... Vingt-deux journaux sont vendus plus ou moins régulièrement au Burundi. [...] Suivant les titres, ils informent ou ils déforment, mais leur rôle reste moins important que celui de la radio-télévision nationale et, accessoirement, de la radio pirate Rutomorangingo (l'équivalent de la sinistre RTLM rwandaise), qui émettrait à partir du sud-ouest de la province de Kivu, au Zaïre tout proche ».

[Suit une présentation détaillée des titres de la presse burundaise, et notamment des thèses racistes d'une dizaine d'entre eux, tutsisants ou hutuisants. Saluons la naissance de ce périodique d'information sur le Burundi, édité à Saint-Denis, avec le concours de Reporters sans frontières, par une association qui souhaite « aider à renforcer la démocratie dans les esprits et sur le terrain »].

RWANDA

La Croix, Rwanda : le piège de l'ethnisme, 18/01/1995 (Libre opinion de Jean-Pierre CHRÉTIEN) : « Le génocide rwandais est aussi un défi intellectuel. [...] L'ethnologie aurait-elle la réponse toute faite ? Les ethnies existent, il est juste et bon de le proclamer puisque les gens s'entre-tuent ! Merveilleux effet de la violence absolue, une clarification dont se félicitent effectivement certains théoriciens de l'ethnisme "interlacustre". À ce compte, l'ethnologie serait à l'anthropologie ce que l'astrologie est à l'astronomie : une mystification fascinante. [...]

Conflits ethniques ou politiques, demande-t-on ? En fait, l'ethnisme est lui-même un enjeu politique depuis plus de vingt ans au Rwanda et au Burundi. L'argument de la "majorité naturelle" a été le tremplin de la montée en puissance de la mafia du président Habyarimana (sa maisonnée, *akazu*), comme l'argument sécuritaire de défense de la minorité tutsi a été manié par la mafia dite de Bururi (province des militaires auteurs des coups d'État) à Bujumbura [...]. Le racisme du journal *Kangura*, de la Radio des mille

collines, du parti CDR et des jeunes miliciens interahamwe représentait la réponse d'un régime aux abois et non un trait ethnographique exceptionnel.

[...] Les peuples africains sont confrontés au défi de l'ethnisme, c'est-à-dire aux étiquetages figés, aux valeurs du sang et du sol, au culte des origines même les plus fantasmagiques, à la négation de toute autre logique sociale et enfin aux tragédies fondées sur la haine, la peur et la violence. L'ethnisme est une des formes de la modernité depuis la domination coloniale, il est le visage actuel du fascisme qui monte en Afrique comme en d'autres régions du monde. Il est urgent que les Rwandais cessent d'être traités en objets ethnographiques. »

[Cet article se réfère au livre de Pierre Erny, Rwanda 1994 (L'Harmattan, 1994), où le professeur strasbourgeois, nostalgique de l'Eden habyarimanien, regrette la raciologie du début du siècle...].

Amizero-L'Espoir (Goma), 15/12/1994 ("Hatana", alias Kantano HABIMANA, ex-animateur vedette de Radio Mille Collines. Traduit par le groupe de travail de Reporters sans frontières sur "Les médias de la haine") : « Les Hutus qui sont au Rwanda savent que nous sommes prêts à rentrer pour libérer le pays. S'ils ont refusé toute entente [avec le nouveau pouvoir], c'est qu'ils savent que c'est par la guerre que nous rentrerons. Les Tutsis savent que si nous faisons la guerre, cette fois nous vaincrons et qu'en plus ils seront exterminés ».

Le Monde, Le vrai patriotisme, 30/12/1994 (Libre opinion de Paul GARDE) : « Nous croyons être en 1994. Mais la politique extérieure française est conduite comme en 1994 : un œil sur la ligne bleue des Vosges, l'autre sur Fachoda. En Europe, il faut soutenir ceux qui s'opposent à l'Allemagne. En Afrique centrale, il s'agit de réduire l'influence de la Belgique et celle de la perfide Albion. C'est ce qu'on appelle l'Union européenne. Donc, dans l'ex-Yougoslavie, on tiendra en suspicion la Croatie et la Bosnie, considérées comme pro-allemandes, et on soutiendra par tous les moyens les Serbes de Milosevic. Au Rwanda, on s'opposera aux Tutsis du FPR, soupçonnés de faire le jeu des Belges et même (quelle horreur !) d'être anglophones ; on financera le pouvoir hutu, et plus particulièrement en son sein les ultras qui s'opposent à l'application des accords d'Arusha [...].

Tous les citoyens français qui se font « une certaine idée » de leur patrie doivent déceler, derrière le brouillard de la propagande, quelle est la vraie politique de ceux qui parlent et agissent au nom de la France : soutenir les bourreaux, enfoncer un peu plus les victimes. Ils doivent exiger que cette politique change. Sinon, le prochain président, quel qu'il soit, devra aller s'agenouiller sur la terre bosniaque et sur la terre rwandaise, et demander pardon pour le sang versé en Europe et en Afrique, avec la complicité de la France, sous le septennat de son prédécesseur ».

LIRE

Le coopérant, missionnaire ou médiateur ? François GRESLOU, Syros, 1994, 245 p.

L'un des leviers d'une transformation possible de la coopération sera le regard rétrospectif de ses acteurs, les coopérants, sur le chemin qu'elle leur a fait parcourir. Ce regard-là est particulièrement aiguisé.

Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest : Une vision à l'horizon 2020, Serge SNRECH, OCDE (Club du Sahel) - BAD (Cinergie) - CILSS, 12/1994, 70 p.

Une passionnante synthèse de l'*Étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest*, entreprise sous la direction de Jean-Marie Cour et Brah Mahamane, dont nous avons évoqué le volet économique, préparé par Jean-David Naudet (cf. *Billets* n°5, 01/1994). Si, comme l'indique Anne de Lattre au terme d'une préface « programmatique », la connaissance est « la condition première des décisions clairvoyantes », les États d'Afrique de l'Ouest et les aides étrangères ont désormais les cartes en main. Mais ont-elles envie d'autre chose que la cartomancie, la divination, l'occultisme des réseaux ou circuits d'initiés ? Si la clairvoyance désigne le souci du bien public, elle suppose que soit conquis et préservé un espace de débat à l'étagé intermédiaire de la société - les étages supérieur et inférieur préférant le confort des certitudes claniques.

Rapport d'enquête sur les violations massives des droits de l'homme au Rwanda à partir du 6 avril 1994, CLADHO-Kanyarwanda, Kigali, 10/12/1994, 39 p.

Un document d'une qualité rare, établi par des Rwandais engagés de longue date dans la défense des droits de leurs concitoyens.

Rwanda : reconstruire, CLADHO-Fondation pour le progrès de l'homme, FPH, 1994, 72 p. + 262 p.

Le titre est tout un programme : celui d'un séminaire international à la méthode inédite, tenu à Kigali du 22 au 28 octobre 1994. Les travaux se sont appuyés sur 75 contributions de différents pays du monde, *Expériences et réflexions sur la reconstruction nationale et la paix*.

Vous appréciez "*Billets*" et approuvez ses objectifs ?

Vous pouvez l'aider en :

- vous **abonnant** (70 F. ; soutien : 100 F.) ;

- le **diffusant** dans votre entourage concerné (qui ne l'est pas ?) par tout moyen qui vous conviendra ;

- envoyant à *Survie* toute **information** pertinente, de préférence peu connue, sur la politique franco-africaine et l'utilisation de l'APD.

D'ici l'élection présidentielle, la Coalition pour ramener à la raison démocratique la politique africaine de la France *publie chaque mois un Dossier noir* (disponible à *Survie* - 20 F.). Le 7 février :

Tchad, Soudan, au gré des clans...

L'Afrique à Biarritz*

Mise en examen de la politique de la France

Les "Actes" du "Contre-Sommet" - pour redescendre sans se casser la gueule...

* Karthala. Ce livre peut être commandé à Survie (90 F.)

Complicité de génocide ?*

La politique de la France au Rwanda

François-Xavier VERSCHAVE

Pourquoi et comment la France n'a-t-elle cessé d'accompagner, de soutenir et d'armer un régime raciste, en pleine dérive vers le génocide ? Comment ne tire-t-elle aucune leçon de cette tragédie et de ce déshonneur ? L'ouvrage suit pas à pas l'histoire de cet engrenage, et cherche à en identifier les ressorts.

* La Découverte. Ce livre peut être commandé à Survie (89 F.)

SUPPLEMENT AU "POINT SUR LA LOI POUR LA SURVIE ET LE DEVELOPPEMENT" - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE

PRIX: 6 FF - SURVIE, Tél.: (33.1) 43 27 03 25 ; Fax: 43 20 55 58 - COMMISSION PARITAIRE N°71982 - DEPOT LEGAL FEVRIER 1995 - ISSN 1155-1666